Natacha Polony : une fausse opposition

Le 17-10-2026

Télécharger ou imprimer au format PDF

Image

Nous diffusons cet article paru sur le le site *La dynamique*. Depuis sa première parution, Natacha a officiellement déclaré sa candidature dans les médias et entamé sa campagne. Nous partageons l'analyse de l'auteur : sous couvert de critique parfois juste, Natacha Polony ne se donne pas le moyen nécessaire de sa volonté affirmée de souveraineté : sortir du système de l'Union européenne.

Un peu, beaucoup, passionnément… pas du tout.

Ici et là on parle de plus en plus de la nécessité de redresser la France, de retrouver la souveraineté, bref de nous défendre plutôt que d'encaisser les coups sans broncher. Le mot de souveraineté qui était évité et déconsidéré redevient à la mode. Une des figures connues de la défense apparente de cette idée est la journaliste Natacha Polony. Celle-ci a créé récemment la revue *L'Audace* pour défendre son point de vue. Très présente dans les débats médiatiques audiovisuels et dans la presse écrite, elle n'écarte pas l'hypothèse d'une candidature à l'élection présidentielle, elle fait même tout pour se mettre en avant. Elle est présentée comme une personne qui ne craint pas d'exprimer des idées qui dérangent, comme une personnalité sympathique et brillante, profondément attachée à la France, à la langue française, à l'école. Elle défendrait avec vivacité l'idée de souveraineté, faisant le constat évident de la perte de cette dernière dans différents domaines stratégiques : agriculture, industrie, éducation, énergie… À travers ses interventions se pose donc souvent en creux la question qui gêne ou qui fâche : que faire de l'Union européenne ?

Les européistes fanatiques ne tolèrent aucune critique sérieuse de l'Union européenne, on les reconnaît à ça. Aucun débat n'est possible avec eux puisqu'il est rejeté d'avance. Il y a aussi ceux qui sont critiques mais tellement imbibés de propagande européenne qu'ils en sont aveuglés et ne vont pas à la racine des maux dont ils se plaignent. Il y a ceux enfin qui prônent la souveraineté, l'indépendance nationale, le redressement du tissu productif, la re-localisation, etc., mais qui pour différentes raisons restent indécis, sans voix, ou bottent en touche quand on leur pose la question de la sortie de l'Union européenne.

Parmi ceux-là, certains comme Natacha Polony, pensent que la meilleure stratégie pour combattre la nocivité de l'Union européenne est de mettre en œuvre des politiques rompant sur certains points avec la logique de l'UE tout en restant dedans, ce qui n'est pas possible car les traités européens l'interdisent. On pourrait s'attendre à ce que la discussion sur ces questions soit possible et organisée de façon démocratique afin d'éclairer l'opinion publique, c'est malheureusement loin d'être le cas.

Qui sont les partisans d'une vraie souveraineté ?

L'idée de souveraineté nationale désigne le cadre des décisions importantes, la nation. Sinon il s'agit d'une souveraineté nécessairement limitée du fait de la soumission à un cadre de décision et à un pouvoir supérieur ; on peut penser au rapport entre les féodaux et leur suzerain dans l'Ancien Régime. La perte de notre souveraineté est datée : le 4 février 2008 était adoptée la loi de révision constitutionnelle modifiant le titre XV de la Constitution. En effet après la signature du Traité de Lisbonne par Sarkozy et les 26 autres chefs d'État en décembre 2007, les parlementaires en Congrès ont voté la loi constitutionnelle actant la ratification et effaçant ainsi le vote référendaire victorieux de 2005. On voit ici que la perte de la souveraineté est étroitement liée à la perte de la démocratie. Pas de souveraineté sans démocratie, pas de démocratie sans souveraineté. Le nouveau traité prévoyait le transfert à l'Union européenne de compétences dans le cadre de la

construction de « l'espace de liberté, de sécurité et de justice »…

La souveraineté suppose donc un cadre précis. Parler de « souveraineté européenne » comme le fait Macron implique que la souveraineté nationale est limitée, comme l'était celle des féodaux. On n'est plus souverain si on est limité par un pouvoir supérieur.

Dans ces conditions les partisans de la souveraineté devraient sortir du simple constat et proposer la mise en débat des axes stratégiques permettant de retrouver une vraie souveraineté en apportant des réponses précises et argumentées sur quoi faire et comment le faire. Toutes les questions que cela pose devraient être abordées, et pas seulement certaines d'entre elles, en évitant les formules trop générales ou expéditives. Ceux qui n'ont à la bouche que le mot Frexit ou à l'inverse ceux qui s'y refusent devraient accepter ces principes de base. Natacha Polony fait-elle partie des vrais partisans de la souveraineté ? C'est ce qu'on va essayer d'éclaircir.

Dans une émission récente de *Sud Radio*, à l'occasion de la sortie de son livre *La France corps et âme*, Natacha Polony, dresse à juste titre un bilan très critique des politiques suivies tant françaises qu'européennes. Pourtant quand on lui demande si dans ces conditions il ne vaudrait pas mieux sortir de l'UE, elle répond que « *ce n'est pas nécessaire* », façon de dire qu'en restant à l'intérieur du système on peut faire mieux qu'en en sortant. Elle montre ainsi qu'elle n'a pas compris la nature profonde de ce système fermé qu'est l'Union européenne. C'est la même réponse qu'elle fait à une émission de *Tocsin*, où elle va même plus loin en affirmant que sortir « *fragiliserait* » encore plus les plus fragiles sans fournir aucun argument allant dans ce sens.

On ne pourrait selon elle ne sortir que « *brutalement* » de l'Union européenne. Ce vocabulaire dramatisant n'est pas choisi au hasard par cette agrégée de lettres. Il permet d'éviter tout débat sur la question comment fait-on ? Or ce débat est indispensable.

La volonté politique comme baguette magique

Le constat de la perte de souveraineté étant fait on s'attendrait à la voir s'interroger sur les causes profondes de cette situation. Or dans un « grand entretien » récent du magazine *Marianne*, à la question, « *la France peut-elle redevenir souveraine ?*», elle répond : «*Évidemment ! C'est juste une question de volonté politique* ».

La volonté politique est évidemment nécessaire, mais qui pour la mettre en œuvre ? Et pour faire quoi concrètement ? Il est impensable que la classe politique actuelle française puisse incarner cette volonté. Alors qui ? Avec quelles forces ? Et surtout, quand on sait les pouvoirs étendus et les moyens coercitifs des dirigeants européistes radicalement opposés à l'idée de souveraineté nationale, réputée ringarde et dangereuse, comment s'y prendre ? Comment faire quand on n'est plus souverain si on ne prend pas le pouvoir ? Sans volonté politique rien n'est possible mais à condition que le pays ait la capacité de décider de façon indépendante et en dernier ressort. Si on ne peut pas compter sur la classe politique actuelle il faut le dire clairement, ce que Natacha Polony ne fait pas. Cette classe politique n'a aucune volonté de rompre ni de batailler avec l'Union européenne, ni de poser la question publiquement. Elle s'attaque d'ailleurs aux partisans de la souveraineté en tentant de les bâillonner. Comment fera-t-on pour neutraliser et contrer cette volonté politique adverse ? De tout ça Natacha Polony ne parle pas. Peut-être pense-t-elle, non sans raison, qu'elle risquerait alors d'être écartée des médias mainstream et de perdre son gagne-pain…

Ne pas rompre avec l'Europe ! Une critique très modérée et trop vague de l'Union européenne

En affirmant ensuite dans le même entretien « *qu'être souverain ne signifie pas rompre avec ses voisins, avec l'Europe* », Natacha Polony ne fait qu'enfoncer des portes ouvertes. Le message est : il ne faut pas rompre avec l'Union européenne. Quand elle poursuit en disant que « *l'Europe est la taille critique du marché* », elle ne fait que répéter à sa manière le cliché néolibéral ressassé d'une France qui serait trop petite par rapport aux « géants mondiaux ». De plus, c'est accorder à l'économique, c'est-à-dire au marché unique, la primauté sur le politique, ce qui fait douter de la nature de la volonté politique désirée.

Natacha Polony pose ensuite son diagnostic sur l'Union européenne : « *Le problème, c'est que l'Union européenne est malade* », sans voir que l'Union européenne n'est pas une entité vivante de peuples associés mais un système organisé selon des règles juridiques innombrables, fermé sur lui-même, comme s'il était omniscient, presque parfait en quelque sorte. L'Union européenne n'est pas malade, elle est la maladie ! Cette maladie a un nom : la concurrence « pure et parfaite ».

Comme beaucoup Natacha Polony dénonce à juste titre les lobbyistes, les technocrates de Bruxelles, l'orientation néolibérale de la Commission, mais jamais le système qui produit et entretient ces phénomènes dans un ordre verrouillé de telle façon qu'il ne puisse pas être changé de l'intérieur. C'est le propre des systèmes fermés par rapport aux systèmes ouverts, ils persistent dans leur bulle mentale, persuadés d'avoir toujours raison, enfermés dans leur crédo initial, « l'Europe ».

L'Europe est une belle idée sans doute mais rien qu'une idée. Ce n'est pas une réalité. La réalité observable c'est le système de l'Union européenne qu'on peut décrire avec toutes ses composantes et leurs relations juridiques strictement encadrées, Commission, Conseil européen, Parlement, Cour de Justice, BCE, etc. Une idée, même belle, sert parfois à masquer la réalité c'est ce qu'on appelle une idéologie.

Dans le même numéro du magazine *Marianne* dont elle n'était déjà plus directrice, elle titrait son dernier éditorial « *Défendre vraiment l'Europe* ». Elle appelle donc à une autre Europe, mais quelle forme cela prendrait, elle ne le dit pas. Garde-t-elle la Commission par exemple ? La supprime-t-elle ? La transforme-t-elle ? Que fait-elle de ce faux parlement qui ne sert qu'à amuser la galerie et à alimenter tous les 5 ans des guéguerres électorales. L'idée gaullienne d'Europe des nations, n'est-t-elle pas antinomique avec la réalité de l'Union européenne dans la mesure où celle-ci s'acharne à effacer les nations qui la composent, en empêchant par exemple les coopérations économiques et les accords commerciaux bilatéraux, interdits par les règles européennes ? De Gaulle voulait l'Europe des nations souveraines pour contrer l'Europe sous domination américaine et allemande qu'il voyait se construire malgré son opposition.

Une vision erronée et floue des rapports États-Unis – Union européenne avec le fantasme d'une Europe puissante

Natacha Polony dénonce « *la pente de l'Europe vers l'inféodation aux États-Unis* ». Sait-t-elle que ceci n'est vraiment pas nouveau ? Les États-Unis n'ont cessé depuis la fin de la Première Guerre mondiale d'intervenir directement auprès des pays européens dévastés par la guerre : énormes prêts remboursables engendrant une forme connue d'asservissement par la dette, propagande pour « les États-Unis d'Europe », contre la menace bolchevique. Puis après 1945 soumission à l'Otan sous couvert de protection contre l'URSS pendant la guerre froide, chantage pour imposer la domination culturelle américaine, notamment par le cinéma, etc.

Continuant sur le thème de la volonté politique, Natacha Polony précise : « *Sans volonté politique*

des dirigeants français pour défendre les intérêts des citoyens, l'Union européenne continuera à décevoir ceux qui croient en une Europe puissante faite de l'alliance de pays démocratiques forts de plusieurs siècles d'histoire ». S'identifiant ainsi avec ces croyants déçus qui ne veulent pas lâcher d'une semelle leur credo, elle se situe bien une fois de plus dans le cadre du système européen actuel et entend comme beaucoup le changer de l'intérieur. La fin de la phrase résonne avec le langage creux et pontifiant des européistes militants, très éloigné de la réalité, litanie de vœux pieux, le discours répété des « valeurs européennes », l'histoire idéalisée, etc.

Sauver l'Europe ? Sauver la France ?

Elle poursuit dans le même article : « *quiconque a conscience de l'état du monde…, sait pertinemment que le nucléaire français constitue une bouée de sauvetage…pour l'Europe* ». Formulation pour le moins ambiguë, le nucléaire militaire français étant conçu comme une force de dissuasion destinée au territoire français, et non comme une force de protection tous azimuts pour cette entité insaisissable qu'est l'Europe. S'agit-il de sauver l'Europe, ou de sauver la France ? Il s'agit semble-t-il pour elle de sauver d'abord l'Europe, ce qu'elle reprend par la suite en appelant à un « *protectionnisme européen* » contre le dumping chinois, protectionnisme contredit par les actes unilatéraux de certains pays européens et de toute façon interdit par les traités communautaires.

Natacha Polony critique très justement la proposition de Mertz de créer un statut de « membre associé » pour l'Ukraine dont le principe serait de proposer une intégration économique de l'Ukraine en attendant de régler les questions politiques. Elle poursuit « *un tel procédé serait l'inverse absolu de ce que proposait Emmanuel Macron avec sa communauté politique européenne* », qu'elle voit comme « *une manière d'accueillir l'Ukraine sans créer encore plus de dumping interne à l'UE* ». Étonnante approbation tacite de la position macroniste, sur le sujet explosif de l'adhésion de l'Ukraine à l'UE-Otan, qui a divisé les Ukrainiens et déclenché le coup d'État de Maidan ! La « Communauté Politique Européenne » est une instance informelle de coopération intergouvernementale lancée par Emmanuel Macron en 2022, lors de l'invasion de l'Ukraine par la Russie, présentée comme un « *forum* » pour « *favoriser le dialogue … tout en permettant un meilleur accompagnement des candidats à l'adhésion à l'UE* ». La position de Macron est déjà difficile à définir clairement, celle de Natacha Polony ne l'est pas moins.

Une mesure concrète : reprendre la main sur la commande publique

Dernier point, elle milite pour une ré-industrialisation de la France et dans cette optique propose une mesure destinée à relancer l'industrie en reprenant le contrôle total de la commande publique. L'idée est intéressante, même si elle n'est pas nouvelle, puisque son montant est estimé à environ 200 milliards d'euros/an et 8 % du PIB. Mais comment peut-on espérer récupérer l'entièreté de la commande publique en faveur des entreprises françaises alors que pour Bruxelles cela contredit évidemment la fameuse « concurrence libre et non faussée » ? C'est interdit pas les traités. D'autant que c'est autant de milliards qui échapperaient aux entreprises allemandes ou italiennes, qui de plus sont favorisées au départ dans les appels d'offre, leurs pays ayant conservé une industrie bien plus importante. Part de l'industrie dans le PIB : 10 % pour la France, 15 % pour l'Italie, 20 % pour l'Allemagne. Cette situation créée par les politiques néolibérales des euro-mondialistes, notamment à cause de l'euro, rend malheureusement impossible dans le cadre actuel la mesure qu'elle propose. « *Qu'à cela ne tienne ! Ils n'ont qu'à envoyer les chars* » a-t-elle répondu en souriant au journaliste qui exprimait des doutes sur la mise en œuvre unilatérale de cette mesure. Ce ne sont pas des chars mais des sanctions, du chantage et des bâtons dans les roues qui feront capoter cette mesure. Des juges européens et français y pourvoiront.

Elle ne fait pas une analyse globale et historique de la « construction européenne », restant sur l'idée dominante d'une « bonne » construction européenne de départ qui aurait été déviée de sa trajectoire vertueuse par des élites ayant failli et qui n'auraient pas tenu la position ferme d'un de Gaulle quand il faisait la politique de la « chaise vide ». Cette vision trompeuse des choses empêche toute analyse concrète et toute action cohérente. L'historiographie récente montre que les forces opposées au « projet européen » des élites, représentées par Monnet et Schumann, étaient les gaullistes et les communistes. Quand ces forces s'affaiblirent à partir de la fin des années 60, le projet des États-Unis d'Europe put rebondir par étapes successives. Des archives dé-classifiées le montrent : Jean Monnet, écrivait le 6 mai 1943 à Harry Hopkins, proche conseiller du président américain : « *Il faut se résoudre à conclure… qu'il [de Gaulle] est un ennemi du peuple français et de ses libertés ; qu'il est un ennemi de la construction européenne ; qu'en conséquence, il doit être détruit dans l'intérêt des Français.* » On voit ici à quel point l'inféodation était déjà en marche !

Elle fait l'impasse sur les aspects géopolitiques, la guerre en Ukraine, le bellicisme européen… Elle ne voit pas les liens étroits entre l'Union européenne et l'OTAN, liens consubstantiels puisque inscrits dans les traités, ainsi que la soumission de l'Europe de l'Ouest aux intérêts hégémoniques des États-Unis depuis au moins la Seconde Guerre mondiale. On en voit les conséquences dans la guerre actuelle en Ukraine et sa perpétuation dramatique. Aucun chef d'État européen, aucun chef des partis dits d'opposition n'a osé mettre en question la progression continue de l'OTAN vers l'Est européen, les Américains ne tenant jamais aucun compte des avertissements répétés des Russes depuis les premiers élargissements de l'OTAN, dès 1997.

Enfin sans doute le plus décisif, elle méconnaît l'importance de la question monétaire et de l'idéologie monétariste de l'Union européenne, pensant naïvement qu'on peut changer de politique en n'étant pas souverain sur notre monnaie, en n'ayant pas la main sur la création monétaire. Comment régler les questions de la dette et du déficit, de l'emploi et des salaires sans sortir de l'euro, sans dévaluer significativement la nouvelle monnaie nationale ? Impossible sans cela de ré-industrialiser, de repenser le développement d'une nouvelle agriculture soucieuse de l'environnement, etc.

En 2011, candidat à la primaire socialiste, Arnaud Montebourg, publiait un court essai « *Votez pour la démondialisation* », préfacé par Emmanuel Todd. Il y développait une critique radicale du libre-échange et de ses méfaits et parlait d'un programme de démondialisation… mais de programme de démondialisation il n'y en eut pas la moindre amorce du moment qu'il restait prisonnier de son allégeance au Parti socialiste. Ministre de l'économie, il dut céder la place, contraint et forcé, au bout de deux ans, à un promoteur acharné des politiques de mondialisation, un inconnu, Emmanuel Macron… Récemment en direct à la télé, après avoir dit qu'il n'était pas question qu'il revienne comme acteur politique, Arnaud Montebourg, enthousiasmé par ses propos s'est exclamé : « *je vote Polony !* ». Natacha Polony est quelque part un Montebourg en jupons, par ailleurs sympathique et brillante mais sans l'expérience politique de ce dernier. Elle ne fait qu'ajouter de la confusion et des illusions dans le débat public.

Opens in a new window Opens in a new window

- Se connecter ou s'inscrire pour poster un commentaire